

Construisons une riposte d'ampleur

Les grèves de cet automne l'ont montré : ce gouvernement est déterminé à ne rien lâcher et à aller jusqu'au bout de son hold-up social. Pour mettre un coup d'arrêt à cette politique, c'est toutes et tous ensemble qu'il faut lutter. La journée du 24 janvier est un premier pas dans la construction d'une riposte d'ampleur.

Après avoir démantelé le service public d'enseignement supérieur avec la loi relative aux libertés et de responsabilités des universités (LRU) et avoir entamé la casse du système de retraites avec la réforme des régimes spéciaux, le gouvernement entend bien poursuivre son hold-up social, volant toujours plus aux salarié-e-s pour donner toujours plus au patronat. Son agenda de démolition sociale pour l'année 2008 est extrêmement ambitieux, sans compter les propositions du 2e rapport Attali pour « libérer la croissance » qui vont sans doute s'y ajouter.

Ripostons dans l'unité

Sarkozy et ses sbires essaient de monter les travailleuses et les travailleurs les uns contre les autres, en faisant croire que chaque réforme ne concerne qu'une catégorie particulière du monde du travail. Mais derrière ces projets, il y a une même logique politique au service du patronat.

Si les luttes de cet automne à la SNCF, à la RATP et dans les facs se sont soldées par des défaites, c'est justement du fait de leur isolement, qui a permis au gouvernement d'exercer une répression sévère occultée par les médias. Seule une extension de la grève aurait permis d'aller plus loin dans la construction du rapport de force.

De ce point de vue, la journée du 24 janvier est un premier pas dans la construction de cette unité. Mais la Fonction publique ne pourra pas gagner seule et,

à terme, la mobilisation du secteur privé au côté du public pour la revalorisation des salaires et contre la casse du Code du travail va être déterminante.

La flexisécurité, cheval de Troie de la précarité

Les organisations syndicales ont un rôle central dans la construction d'une riposte d'ampleur, rassemblant une partie significative des secteurs public et privé. Or la semaine dernière quatre des directions syndicales, soi-disant « représentatives », (CFDT, FO, CFTC, CFE-CGC) ont signé un accord avec le patronat pour la « modernisation du marché du travail ». Cette loi entraîne une grave précarisation des CDI avec un allongement de la période d'essai (4 mois pour les ouvrier-e-s et les employé-e-s, 8 mois pour les cadres).

Pour s'opposer à ces contre-réformes, des appels à la grève lors de journées d'action isolées, restreints à la Fonction Publique et sans perspectives définies, ne sont pas suffisants. S'il est évident qu'il est difficile de mobiliser les travailleuses et les travailleurs, il est nécessaire d'entamer un travail de mobilisation avec la perspective, à terme, d'un mouvement reconductible d'ensemble.

C'est en nous organisant sur notre lieu de travail et en agissant dans nos syndicats que nous ferons bouger les choses. Les grèves à la SNCF et à la RATP l'ont montré, c'est la pression des assemblées générales et des intersyndicales locales qui conduit les directions syndicales

à écouter les travailleuses et les travailleurs et à appeler franchement à la mobilisation.

Ne comptons que sur nous-mêmes

Pour répondre à ces attaques, il faut une opposition sociale et politique. Le PS est autodétruit ou satellisé par l'Élysée... et c'est tant mieux ! Car cela dissipe toute illusion et nous oblige à prendre, tous et toutes ensemble, nos responsabilités. Attendre les prochaines élections pour se « dévouer » en votant contre Sarkozy, ce n'est pas cela qui fera trembler le Medef ! L'alternative c'est nous tous et toutes qui l'avons entre les mains.

Il est urgent aujourd'hui de se réunir, de discuter de notre projet de société et de coordonner notre opposition à la bourgeoisie et au gouvernement. Urgent de participer à l'émergence d'un front des anticapitalistes, en rupture avec les institutions bourgeoises, qui soit capable de battre en brèche le projet libéral. Urgent de dire « non » au capitalisme et de préparer les conditions d'une transformation de la société.

Alternative libertaire
BP 295

75921 PARIS Cedex 19

contacts@alternativelibertaire.org

www.alternativelibertaire.org

ne pas jeter sur la voie publique SVF

Je souhaite prendre contact avec Alternative libertaire. Je souhaite adhérer à Alternative libertaire. 01/08
 Je souhaite recevoir un exemplaire gratuit du mensuel *Alternative libertaire*.
 Je m'abonne à *Alternative libertaire* (20 euros pour un an, 15 euros pour chômeurs et précaires, chèque à l'ordre d'Alternative libertaire).
NOM..... PRÉNOM..... TÉL. E-MAIL
ADRESSE.....
.....